

Éditorial

L'Angola ? Circulez, il n'y a rien à voir !*

Le 11 novembre 2000, l'Angola a fêté ses 25 ans d'indépendance. À cette occasion, le président de la République, José Eduardo dos Santos, a annoncé que la fin de la guerre était imminente, que « l'avenir commence maintenant » ; le chef d'état-major des armées, le général João de Matos, prononça bientôt lui aussi un discours : il ne faut pas croire que la recrudescence des attaques de l'Unita (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) veut dire que la guérilla se renforce ; « au contraire », elle serait le signe de sa situation « désespérée »¹. Un an plus tôt, les mêmes personnes – c'est-à-dire les deux seules instances « réellement exécutives » du multipartisme angolais – avaient déjà tenu le même langage, après d'importantes victoires militaires. Fin 1999 et début 2000 également, Président et chef d'état-major avaient annoncé que la guerre était « quasi gagnée » et la victoire imminente : « 80 % » des capacités de guerre conventionnelle de l'Unita ayant été détruits, il ne resterait à faire que du « nettoyage » de forces « résiduelles » alors dites « en déroute ». Et c'est un an auparavant encore, le 5 décembre 1998, devant le congrès de son parti, le MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola), au pouvoir depuis 1975, que le président de la République avait personnellement lancé « la der des der » puisqu'elle était destinée à « annihiler politiquement et militairement l'Unita belliciste », et était déclarée « guerre pour la paix ». Comme la guerre lancée par Poutine

* *Note de la rédaction* : cet article a été écrit pour publication, sous le titre « Une "petite guerre" dans "l'endroit le plus excitant au monde". Angola : une "victoire" sans fin ? », dans le n° de mars 2001 de la revue *Politique Africaine* (Paris, Karthala). Il nous a semblé cependant convenir parfaitement pour un éditorial de... *Lusotopie* ! Aussi remercions-nous l'auteur et la rédaction de *Politique Africaine*, en particulier Béatrice Hibou et Richard Banégas, de l'autorisation de pré-publication dans *Lusotopie*. Quelques très légères modifications ont été apportées.

1. Le discours de João de Matos date du 18 novembre. Pour ne pas alourdir les notes je ne donnerai, sauf exception nécessaire, pas de références précises pour des expressions, formulations, mises ici entre guillemets et qu'on trouvera en abondance dans les médias officiels, et notamment, sur internet, sur le site de l'Agence de presse angolop (<http://www.Angolapress-Angop.Ao>)

en Tchétchénie – qui lui ressemble à bien des égards dans sa fonction éminemment politique, dans sa « gestion » et sa rhétorique –, celle déclarée par le Président angolais était censée être brève, réglée avant la fin de l'année par une victoire totale. D'ailleurs, il en prenait la direction et la responsabilité, signe sûr de la confiance en une issue rapide et victorieuse de la part d'un homme qui, accumulant énormément de pouvoirs, n'a cessé de se désolidariser des « erreurs » de la gestion gouvernementale².

Il y a donc deux ans que cette guerre dure. Elle a indéniablement progressé pour le camp gouvernemental et, désormais totalement isolée diplomatiquement, l'Unita en est de nouveau réduite à une guerre de guérilla et n'a plus les moyens d'assiéger des capitales provinciales ; elle a perdu beaucoup de bases, d'aéroports, dans les régions centrales, et, contrainte d'abandonner des zones diamantifères cruciales au financement de son effort de guerre, elle a été en partie repoussée aux frontières. Surtout, comme le répètent mois après mois les responsables angolais, l'essentiel est acquis : l'Unita « ne peut plus menacer le pouvoir ». Le reste n'est « qu'une question de temps ».

Certes, la quasi-totalité des analystes militaires doutent de la possibilité d'une victoire sur une guérilla aussi expérimentée que l'Unita, estiment que, contrairement à ce que vient d'annoncer le gouvernement, celui-ci n'a pas repris le contrôle de toute la production de diamants et que, malgré le resserrement indéniable du cercle des sanctions, l'Unita continue à être approvisionnée. « Militairement parlant », les autorités angolaises et leurs plus proches soutiens sont quasiment seuls à pronostiquer une fin imminente de cette guerre. Mais ils persistent, et ce d'autant plus que depuis plus d'un an, « politiquement et socialement parlant », des Angolais toujours plus nombreux, autorisés et crédibles disent que la guerre ne peut être gagnée, et surtout qu'elle est foncièrement inapte à amener la paix civile, qu'elle est, des deux côtés, une « infamie », injuste et « criminelle »³, et qu'il faut d'urgence l'arrêter, et négocier, même avec Savimbi.

Or c'est précisément cela – tout retour à une négociation avec Savimbi et « l'Unita belliciste », qui a été exclu « à jamais ». On peut même dire que, du côté gouvernemental, l'un des principaux buts de la guerre est de parvenir à l'« annihilation » politique, et non seulement militaire, de « l'Unita de Savimbi »⁴. À la fin 1998, le gouvernement se sentait suffisamment fort militairement ; il pensait pouvoir faire fonds sur le profond désespoir d'une population qui, pour partie, voulait croire à ce moyen, à défaut d'un autre, pour mettre fin à une situation intolérable ; il s'appuyait sur l'illégitimité du non-désarmement de l'Unita aux yeux de la communauté internationale qui réitéra, dans toutes ses résolutions, la « responsabilité principale de l'Unita ».

Cette guerre fut d'ailleurs préparée « moralement » et politiquement de façon à ce qu'il n'y ait pas de retour en arrière possible : diabolisation de l'ennemi par une campagne de désinformation encore inégalée⁵ ; formation,

2. Voir C. MESSIANT, 1999, « La Fondation Eduardo dos Santos (FESA) : à propos de l'"investissement" de la société civile par le pouvoir angolais », *Politique Africaine*, 73, mars 1999 : 82-102.

3. Ce sont les termes employés par les évêques angolais dans leurs lettres pastorales (de juillet 1999 et mars 2000) (voir <http://ecclesia.snet.co.ao/noticias.htm>).

4. Cf. R. MARCHAL & C. MESSIANT, *Les chemins de la guerre et de la paix*, Paris, Karthala, 1999.

5. Notamment avec la dénonciation d'un horrible massacre imputé à l'Unita, celui de Bula (dans la Lunda), en juillet 1998. Ce massacre, qui a fait plusieurs dizaines de morts, et dont les blessés furent amenés et exposés à Luanda, donna lieu à un deuil national, et fit le tour

par certains responsables de l'Unita à Luanda, d'une Unita dite « rénovée » qui destitua Savimbi, que le gouvernement reconnu comme son seul interlocuteur pour « achever l'application du protocole de Lusaka », qu'il soutint de toutes les manières et tenta de faire reconnaître par les pays étrangers, voire par l'Onu. Les choses devaient désormais être claires : non seulement le gouvernement avait rompu définitivement avec l'Unita de Jonas Savimbi, mais il entreprenait de dénoncer et si possible de s'opposer concrètement à tout contact des organisations internationales (et de quiconque) avec son organisation.

Discours et stratégie

C'est cette ligne radicale, purement militaire, qui est poursuivie jusqu'à aujourd'hui. Le discours gouvernemental, a quant à lui évolué sur certains points, tandis que, sur d'autres, il se déploie sur un registre très étendu, dans lequel tout est dit et son contraire.

Dans un premier temps, quand il pensait pouvoir être rapidement victorieux, le gouvernement (le Président angolais en personne) revendiquait haut et fort sa décision de faire la guerre. Deux grands principes de légitimation étaient alors invoqués : l'affirmation que « toutes les négociations ont été essayées, tous les accords violés [par l'Unita] » ; et la dénonciation du laxisme de la communauté internationale ; le gouvernement n'avait dès lors plus d'autre solution que de « prendre à sa charge la défense des populations qui est son devoir de gouvernement et que la communauté internationale a été incapable de réaliser ». La guerre angolaise est alors revendiquée comme un acte souverain, que le gouvernement inscrit dans la ligne, alors très audible au niveau international, des « guerres justes » (comme celles du Golfe ou du Kosovo) qui ont mobilisé les grandes démocraties du monde, et qu'il présente comme une « guerre pour la paix ».

L'échec inattendu des premières offensives ne put donc pas amener à une reconsidération de l'opportunité de négocier. Mais, pour justifier et renverser cet échec, d'une part il amena un redoublement et une radicalisation des dénonciations, non seulement de l'Unita – l'Assemblée nationale déclarant le chef de l'Unita « criminel de guerre et contre l'humanité » – mais aussi de l'Onu, accusée par de hauts responsables non simplement de laxisme, mais bien de complicité dans le réarmement de l'Unita. C'est dans ces conditions que, comme l'ordre lui en fut intimé par le Président, la mission de l'Onu (la monua) quitta le pays en mars 1999, sur le constat qu'il n'y avait « plus de paix à observer ». Par ailleurs, les partenaires étrangers de l'Angola ont été discrètement, mais de façon très pressante, sollicités pour aider l'armée angolaise à reprendre le dessus. La bonne volonté de la communauté internationale à cet égard aida le gouvernement à changer de discours : désormais, Savimbi ne fut plus seulement désigné comme « principal responsable de l'échec du processus de paix » (formule que maintient le secrétaire général de l'Onu et à laquelle se tient même le

du monde – goutte d'eau ne pouvant que faire déborder le vase du rejet universel contre l'Unita. Après divers obstacles, l'Onu put enquêter : son rapport ne l'imputa pas à l'Unita, affirmant qu'elle n'avait pas assez de preuves pour l'attribuer « ni à l'une ni à l'autre partie ». Ce rapport (auquel j'ai eu accès) n'a cependant pas été publié.

Conseil de sécurité) ; dans les déclarations de responsables angolais mais aussi de gouvernants alliés, il devint « l'unique responsable de la guerre », voire son initiateur. Les dirigeants et les médias angolais pouvaient ainsi en revenir – comme du temps des alliances de l'Unita avec l'Afrique du Sud de l'*apartheid* – à la dénonciation de la « guerre imposée » : cette guerre était désormais menée par « les hordes assassines de terroristes criminels » et l'était tout à la fois contre « le gouvernement et le peuple angolais, la réconciliation et la démocratie » ; et, tandis que Savimbi était dit l'égal, voire « pire que » Pol Pot, Milosevic et... Hitler dans les médias angolais, des diplomates occidentaux s'engagèrent eux-mêmes dans un discours de diabolisation extraordinairement violent et, surtout, ne voulurent considérer aucune autre cause à la guerre⁶.

Gouvernement et Unita s'étaient l'un et l'autre préparés à la guerre. Mais alors que le gouvernement en avait pris l'initiative et voulait cet affrontement « final », sa volonté de guerre et sa responsabilité propre dans le conflit vont finir, à force d'être passés sous silence au profit de la dénonciation de l'« ambition effrénée de pouvoir », et du caractère « criminel » de Savimbi et de « sa guerre », par être occultés.

Au fur et à mesure que la guerre, toujours « en voie de victoire imminente », ne se termine pourtant pas, le gouvernement angolais va mettre en place un double discours sur la réalité et l'ampleur du conflit, non sans renforcer encore le brouillage inhérent au thème de « la guerre pour la paix » : ainsi rebaptisera-t-il « efforts pour la paix » son effort de guerre.

L'assertion « la victoire n'est qu'une question de temps » permet de tenir deux discours contradictoires qu'il est pourtant crucial de tenir à la fois. Une ligne de discours vise à faire avancer, ou du moins à afficher la « normalisation » (économique, politique et « démocratique ») censée advenir grâce aux succès militaires. C'est à l'adresse d'une communauté internationale censée œuvrer à la paix, et surtout des entreprises étrangères, que le gouvernement insiste sur le fait que la guérilla de l'Unita « est circonscrite dans des zones contrôlées », les autres zones étant donc sûres.

Mais une autre ligne de discours s'attache à montrer que la guerre sévit en Angola, et à la dénoncer. Car il faut *aussi* que ce soit la guerre : parce que la population angolaise ne survit que par l'assistance humanitaire, et que celle-ci est nécessaire à la « paix sociale » dès lors que le gouvernement « n'a pas d'argent, à cause de la guerre » pour venir en aide à son peuple ; parce que le gouvernement a besoin que ses alliés lui vendent des armements et lui fournissent une assistance militaire afin qu'il arrive vraiment à circonscire « assez » la menace que représente la poursuite de la guérilla ; parce que la guerre doit continuer à faire tolérer l'envol de la corruption, l'aggravation de la misère, le manque de liberté et l'arbitraire, et les autres « insuffisances » de la démocratie ; et encore parce que la population doit « participer » à « sa » guerre, accepter la mobilisation de ses fils, ne rien faire, en outre, qui puisse affaiblir « la démocratie et le peuple », qu'elle doit s'organiser pour la vigilance, dénoncer les « anti-patriotes », infiltrés, « criminels politiques » et autres « lobbies de l'Unita », catégorie

6. Le responsable politique sans conteste le plus en pointe à cet égard est le ministre du Foreign Office pour l'Afrique, Peter Hain, mais on trouve de mêmes accents de croisade dans des déclarations américaines (John Prendergast, assistant de Susan Rice, secrétaire aux affaires africaines, intitule ainsi son rapport de décembre 1999 : « *Angola's Deadly War : Dealing with Savimbi's Hell on Earth* »).

large qui regroupe tous ceux qui contestent la politique gouvernementale ou la guerre, refusent de répéter que « le seul problème de l'Angola, c'est Savimbi ».

Ce double discours est indispensable au développement de la stratégie du gouvernement. Mais le premier, celui qui minimise la guerre (notamment par le silence), est celui qui atteint l'opinion publique internationale – à tel point que ce soit cette image d'un pays « normal » qui passe « en creux » dans cette opinion. Témoin cette brève du journal *Le Monde* de novembre dernier qui, émergeant de mois de silence sur ce pays, a mérité un titre en caractères gras, et donnait cette information que le lecteur éclairé de ce journal ne saurait ignorer : « une femme a été violée par des soldats en Angola »... De quoi douter qu'une guerre existe, en effet.

Dans ces conditions, même s'il est incontestable que Jonas Savimbi est un despote, responsable de nombreux crimes (mais il n'est pas le seul dirigeant politique en Angola à en avoir commis ou fait commettre), on se voit contraint de rappeler ici quelques faits élémentaires : qu'il y a bien une guerre en Angola, menée par deux forces armées, l'une aux ordres d'un gouvernement reconnu internationalement comme un État de droit, l'autre une rébellion sanctionnée par la communauté internationale – mais à propos de laquelle il faut rappeler aussi que 40 % des votants ont en 1992 préféré son chef à José Eduardo dos Santos (49 %) – ; que cette guerre, à laquelle les deux camps se sont préparés et que le gouvernement a choisi de lancer « pour en finir », dont les deux camps se disent tous deux victimes et qu'ils disent mener « au nom du peuple » et pour sa défense, a un coût exorbitant pour ce peuple, est loin de permettre une pacification militaire, mais détruit en revanche toujours plus les bases de la paix civile ; que la communauté internationale se préoccupe d'en compenser certains dégâts, mais qu'elle a, depuis près de deux ans maintenant, cessé de jouer un rôle dans la recherche de la paix, et préfère ignorer le mouvement civil contre la guerre qui s'est constitué ; et qu'à cette attitude de la communauté internationale « officielle » ne sont pas étrangers les intérêts stratégiques et pétroliers de grandes puissances, ainsi que ceux d'une multitude de pays plus ou moins grands, d'entreprises multinationales, d'hommes d'affaires et de trafiquants, qui se font concurrence en Angola.

« Une petite guerre d'à peine un an »

Quand, dix-huit mois après le début de la guerre, le secrétaire général du MPLA dit qu'« on ne peut comprendre » qu'une « campagne militaire » (une bien petite guerre, donc), « qui n'a pas encore duré un an », ait pu « provoquer autant de désespoir » dans la « supposée société civile »⁷, il manifeste le cynisme d'un grand nombre de dirigeants angolais – faisant écho à celui de Jonas Savimbi qui, un an plus tôt, quand la même « supposée société civile » demandait qu'une aide soit apportée à toutes les populations, affirmait que celles vivant sous « sa protection » n'en avaient pas besoin. Mais il reflète aussi la coupure complète des conditions d'existence et de l'univers mental d'une toute petite minorité d'Angolais (et

7. « Não se compreende que uma campanha militar que ainda não fez um ano tenha provocado tanto desespero entre a alegada sociedade civil » (Voice of America, site internet, 21 août 2000).

leurs partenaires étrangers) avec la masse de la population, et il exprime aussi la stratégie politique du pouvoir.

Depuis que « la victoire est imminente », les médias officiels de l'Angola ne parlent d'ailleurs presque pas de guerre (sauf pour les moments glorieux où brigades et bataillons sont identifiés). Ils parlent de « terroristes assassins » qui pillent et tuent, et que les forces armées, la police et la « défense civile » pourchassent. Et de fait, les groupes armés de l'Unita font cela : dans le but de rendre le pays ingouvernable, ils attaquent non seulement l'armée et la police mais aussi les convois commerciaux ou humanitaires, des localités fortement militarisés, mais aussi directement les villages, et les populations civiles. Ils pillent leurs biens, leur bétail, minent les chemins qu'elles doivent prendre, brûlent des maisons. Ils sont même, aux dires des réfugiés qui arrivent dans les zones du gouvernement, engagés plus qu'auparavant dans des pratiques de terreur (meurtres, mutilations) et de rapt de jeunes⁸. Ils commettent des massacres. Mais des deux côtés, la guerre est cette fois faite pour (c'est-à-dire contre) la population, et les « crimes de guerre » l'accompagnent. Et si, à entendre les médias officiels, rien ne permet d'imaginer que l'aviation puissante présentée aux délégations étrangères serve à la guerre, elle bombarde bien pourtant, sans discontinuer et peu chirurgicalement, les zones où l'on soupçonne que sont encore des forces organisées de l'Unita, et où ces forces sont « accompagnées », bon gré mal gré, de civils. La guerre menée est terrible aussi du côté des forces gouvernementales, avec de leur part aussi des pillages, exactions, éliminations sommaires de suspects, déplacements forcés et violents de populations, rafles hors « conscription obligatoire » pour l'armée, exécutions de jeunes refusant leur enrôlement, massacres. Et ces actes sont le fait de la piétaille impayée mais aussi de troupes d'élites qui, mieux entretenues, sont parfois engagées délibérément dans une guerre de terreur. Du fait de l'interdiction faite par le gouvernement de « tout contact » avec l'Unita, et du refus de celle-ci, il n'y a aucun observateur dans ses zones, et il n'y a pas non plus d'information indépendante sur la guerre. Ce que disent les réfugiés, déserteurs, prisonniers, de la cruauté de la guerre de l'Unita ne fait aucun doute, même si la désinformation gouvernementale est méthodique et si, témoignant dans les zones du gouvernement, ils le font en connaissance du lieu où ils parlent. Il est plus difficile d'avoir, au-delà de ce qu'en dit la propagande de l'Unita, elle aussi systématique, des témoignages sur les exactions de l'armée, des polices, de la « défense civile » gouvernementales, sauf si elles se passent dans les territoires voisins (Congo Brazzaville, Namibie) ou si des personnalités angolaises très difficilement attaquables (des évêques, par exemple) « persistent et signent »⁹. Mais toutes les organisations

8. Voir le dernier rapport de Médecins sans frontières, publié le 9 novembre 2000 (et disponible sur leur site) : *Angola, derrière les faux-semblants de « normalisation », manipulation et violences : une population abandonnée*.

9. Cf. l'évêque de la Lunda Sul dénonçant un massacre commis contre un village entier par les Forces armées angolaises (*Diário de Notícias*, Lisbonne, 27 décembre 1999) et les accusations répétées de l'évêque de Cabinda contre les violations des droits de l'homme, sa dénonciation de la responsabilité de la police dans le meurtre d'un journaliste. Pour les violations des deux côtés, voir surtout les rapports et appels de Human Rights Watch (site internet), ceux de la Division des droits de l'homme de la monua, les rapports annuels du Département d'État américain.

humanitaires qui ont pu un tant soit peu enquêter, l'Église catholique angolaise présente dans tout le pays, d'autres religieux affirment que les droits les plus élémentaires des Angolais sont systématiquement, quotidiennement, violés par les deux camps.

C'est cette guerre d'une extrême violence qui se mène encore, alors que pour les 25 ans d'indépendance, le Président dit à son peuple que « l'avenir commence », et alors que des offensives des FAA (Forces armées angolaises) ont fait fuir plusieurs milliers de « nouveaux réfugiés » en Zambie et vers la République démocratique du Congo. Ces fuites vers les pays étrangers témoignent bien des succès militaires des FAA et notamment de la reprise de zones frontalières depuis longtemps tenues par la rébellion ; et ils sont le signe d'une des nouveautés de cette guerre : l'Unita n'est plus en mesure de retenir ou protéger vraiment « ses » populations. Mais cela ne signifie nullement une pacification des régions reconquises, et bien moins encore, localement, la « réconciliation » et l'« unité nationale ». De tels succès avaient déjà pu être annoncés un an plus tôt : les forces angolaises et namibiennes affirmaient alors que la frontière commune était contrôlée ; or elle n'est toujours pas pacifiée, soldats et civils y meurent, et la région orientale vit sous état de siège. Il en va de même en plein plateau central, donné comme quasi libéré en octobre 1999, mais où les positions gouvernementales n'ont été que très peu consolidées, où de grands combats se livrent de nouveau, où des villes reprises sont transformées en garnisons, où les autorités administratives n'ont parfois pas encore été réinstallées, où les périmètres de sécurité, comme d'ailleurs ceux autour de capitales provinciales, continuent à être très limités. Plus largement dans le pays l'insécurité règne sur les routes et les convois humanitaires n'arrivent que sporadiquement et sous forte escorte, la majorité de l'aide devant encore être transportée par air. Dans les régions d'affrontements, des milliers d'Angolais sont en fuite éperdue, non seulement des combats, mais aussi des représailles qu'exercera le camp provisoirement vainqueur, avant celles de l'autre camp quand leur village sera repris. Et les populations qui, contraintes par la violence ou la famine, sont censées « se rallier » ou encore « avoir répondu à l'amnistie offerte par le Président » angolais, arrivent affamées, exténuées. En témoignent tous les religieux sur place, ou encore, rompant un silence maintenu par beaucoup d'ONG, le tout récent rapport d'une organisation comme Médecins sans frontières. Mais hors de ces zones aussi, et malgré l'assurance du gouvernement d'avoir « circonscrit la rébellion dans des zones contrôlées », l'Unita, après quelques mois de relative accalmie, a relancé des attaques contre des routes et même des localités proches de Luanda et dans les provinces du littoral, provoquant là aussi des fuites de populations de villages ou petites villes attaqués ou susceptibles de l'être, ou encore accablés par la faim, les maladies, ou par les exactions des « forces de l'ordre » gouvernementales.

Si, selon les formules obligées des organisations humanitaires, « la situation s'est améliorée », il n'en reste pas moins que les derniers chiffres qu'elles-mêmes avancent sont de quelque 3,8 millions d'Angolais déplacés, sans compter plusieurs centaines de milliers de « réfugiés » hors frontières, ayant dû abandonner leur terre et leurs biens. Sur une population estimée à 12 millions, cela ferait près d'un tiers de la population ! Beaucoup l'ont été lors des conflits précédents, mais beaucoup d'entre ceux-là l'ont été

plusieurs fois, et plus d'un million « revient » à la « campagne militaire » en cours. Des centaines de milliers se sont agglutinés dans les villes, survivant dans les familles ou la rue, d'autres sont dans des camps. Et seulement un million ont bénéficié, en 2000, de l'aide humanitaire. Les Angolais qui sont dans les zones de combat ou celles « déclarées non sûres » par les autorités, ou de fait inaccessibles bien que déclarées « sûres », et tous ceux qui sont du côté de l'Unita, sont hors d'atteinte. L'Onu les estimait à 3 millions fin 1999 ; sans donner de chiffres, elle juge fin 2000 que 60 % des Angolais qui nécessiteraient une aide humanitaire n'y ont pas accès¹⁰.

L'Angola des « zones sûres » : misère et corruption

Sur le conseil et la pression insistants de la communauté internationale, le gouvernement a alloué pour la première fois en 2000, s'ajoutant aux quelque 200 millions de l'aide internationale, 35 millions de dollars pour les victimes de la guerre et il y contribuera en 2001 pour 25 millions sur son budget. Or les budgets de l'Angola, dont les recettes proviennent d'abord du pétrole (qui représente 90 % des exportations), tournent bon an mal an autour de 3 à 5 milliards de dollars. Le pays a en outre reçu en 1999 plus de 900 millions de dollars en bonus de sociétés pétrolières pour l'adjudication de trois blocs pétroliers *offshore*, venus s'ajouter aux revenus d'une production de pétrole de 780 000 barils par jour. Alors qu'une large partie de la production de pétrole est hypothéquée (la dette de l'Angola est estimée à entre 9 à 12 milliards), l'argent des bonus est de l'argent frais, l'Angola se voyant de plus accorder la même année un prêt de 500 millions par un consortium européen de banques. Depuis 1999, les cours du pétrole n'ont cessé de monter, et la production continué d'augmenter. Ce n'est pas en soi l'argent qui manque à l'Angola – qui parvient à ne pas payer sa dette à nombre de ses créanciers – pour secourir les populations victimes de la guerre ; et si le pays a hypothéqué sa production future de pétrole et a emprunté à de mauvaises conditions à des banques privées, c'est parce qu'il refusait tenacement depuis des années de passer par certaines des conditions que le FMI exigeait pour conclure un accord : parmi celles-ci, l'audit des comptes du pétrole (Sonangol), de la Banque centrale, du trésor (outre celui des diamants) – « triangle des Bermudes » où se perd l'argent « de l'Angola » dont il est de notoriété publique qu'une partie seulement entre dans le budget de l'État¹¹. On estime en général que l'Unita a, dans les « bonnes années », retiré quelque 200 à 250 millions par an de la vente de

10. Les données sur les déplacés ne sont pas concordantes selon les sources et elles ne sont pas toujours fiables même pour les chiffres de déplacés secourus. On trouvera sur le site du *Reliefweb* (<http://www.reliefweb.int/w/rwb.nsf/vLCE/Angola>) l'essentiel des rapports des organisations internationales et humanitaires.

11. Voir le « deuxième » rapport de l'ONG Global Witness sur l'Angola, *A Crude Awakening*, consacré au pillage de la rente du pétrole par le pouvoir angolais, paru fin 1999, ainsi que sa déclaration récente à propos de la réunion des pétroliers qui doit se tenir début décembre à Luanda (disponibles sur son site internet). Voir aussi la série d'articles de Pedro Rosa Mendes dans *Público* de Lisbonne à partir du 5 décembre 1999 ; aussi le « *Relatório contextual* » de Human Rights Watch (HRW) actualisé le 25 septembre 2000 : *Programa de monitoria do FMI para Angola: implicações para os direitos humanos*. C'est seulement tardivement que, sauf exceptions (*The Economist*), des articles sur l'importance de la prédation sont publiés dans la grande presse internationale (voir notamment le *Washington Post* du 6 janvier 1999).

ses diamants¹². C'est énormément d'argent accumulé depuis 1992 pour une guérilla, plus que le budget de certains États, et cela « aide » certainement des chefs d'États africains pauvres à être des alliés fidèles de Savimbi. Mais c'est incomparable à la rente du pétrole que, dans l'opacité, la présidence angolaise verrouille et qu'elle répartit aujourd'hui encore sans contrôle national ou extérieur, dès lors que les compagnies pétrolières ne rendent pas publics leurs versements. De ces centaines de millions d'argent non budgétisé aussi, une part très importante est allée aux achats d'armements et à la défense.

Malgré la prétendue « normalisation » de la situation militaire, les dépenses sociales resteront très subalternes dans le budget de 2001. Depuis de longues années d'abandon, le système sanitaire ne survit que sous perfusion de l'aide internationale, mais celle-ci n'empêche ni une mortalité des enfants de moins de 5 ans qui touche plus d'un enfant sur 4, ni une mortalité maternelle parmi les plus élevées du monde, ni une morbidité en progression alarmante. Il en va de même pour le système éducatif où pendant cette année de « nette amélioration », 40 % des enfants en âge scolaire ne sont pas scolarisés. Le salaire minimum ne permet d'acheter que... 8 canettes de Coca-Cola par mois ; et si certains cadres du secteur privé, ceux des sociétés étrangères ou des organisations internationales peuvent gagner décemment leur vie avec l'équivalent de plus de 1 000 dollars, ceux du secteur public qui ne reçoivent pas de gratifications et d'« enveloppes » personnalisées touchent des salaires dérisoires par rapport au coût de la vie. Pourtant indispensables, ceux-ci sont en outre souvent versés avec des mois de retard, quand ils ont encore perdu de leur valeur vu la progression de l'inflation et la dépréciation ininterrompue de la monnaie depuis l'instauration du taux flottant. En dépit de revenus considérables, l'Angola est de ce fait dans les vingt derniers pays du monde pour l'Indice de développement humain ; et 63 % de la population, dont 80 % de la population rurale, vit en dessous d'un niveau de pauvreté fixé à 20 dollars, et 37 % en dessous du niveau de pauvreté extrême (4 dollars)¹³.

C'est à la demande des institutions internationales que le gouvernement vient de débloquer quelques millions pour la « lutte contre la pauvreté », ce qui est cependant insignifiant au regard non seulement des recettes du pays, mais des fréquentes dépenses engagées sans compter pour des activités et festivités de prestige et d'affirmation de la « normalité » de la situation et de la puissance de l'État¹⁴. Les cas de corruption et de détournements organisés, portant sur des sommes considérables et impliquant des membres de la haute nomenklatura, pourtant dénoncés

12. Lire le premier rapport de Global Witness sur l'Angola, *A Rough Trade*, consacré à ce pillage des diamants angolais par l'Unita pour financer son effort de guerre et publié fin 1998 (sur son site). On estime également, mais cet aspect du trafic illégal des diamants ne fait pas partie du mandat du Comité des sanctions de l'Onu, que la vente illégale de diamants du côté du gouvernement, au bénéfice notamment de hautes figures de la nomenklature militaire, policière et civile, en représente moins sans doute, mais beaucoup : jusqu'au « grand chambardement » enclenché dans le secteur au début de cette année, 10 % seulement de la production totale de l'Angola (Unita comprise) serait passée par les canaux légaux.

13. Cf. entre autres IRIN (Integrated Regional Information Network), *Angola : Special Report on new fears raised by the UN Secretary-General*, Johannesburg, 12 oct. 2000, et les rapports du PNUD (sur le site internet de l'Onu).

14. Entre cent autres, on vient d'apprendre que l'épreuve de course Demósthènes de Almeida, reprise en mains par l'État (après « mauvaise gestion » de la fédération) vient d'être dotée d'un budget de 800 000 dollars, que le budget du dernier festival de la force aérienne aurait coûté 4 millions.

dans la presse indépendante ou par des organisations internationales – comme d’ailleurs les révélations récentes d’André Tarallo aux juges français sur les pourcentages de la production d’Elf « revenant » aux présidents africains –, ne donnent jamais lieu au jugement des coupables « au sommet », ou à l’ouverture d’enquêtes, mais tombent simplement dans le silence, au même titre que les autres violations quotidiennes des droits des citoyens et devoirs des gouvernants¹⁵, voire se « terminent » par des procès, ou la répression, de ceux qui les ont révélés.

C’est d’ailleurs en partie du fait de l’ampleur de la corruption et de ses effets que les premières offensives militaires contre l’Unita ont échoué. Les achats d’armements du gouvernement n’avaient pourtant pas cessé avec la signature du protocole de Lusaka, malgré l’engagement oral qu’il avait pris lui aussi de les arrêter. Mais, conclus avec des vendeurs étrangers plus soucieux de leurs bénéfices que de l’efficacité de l’armée angolaise et parfois sulfureux¹⁶, et par des responsables civils et militaires intéressés de leur côté par les commissions considérables liées à ces négoce, ces armements n’étaient pas les plus adéquats. Ils n’avaient pas non plus été parfaitement entretenus, pas plus que la préparation des troupes. D’autres activités, plus lucratives, occupent en effet une bonne part de la haute hiérarchie militaire (comme de la civile), telles l’exploitation de mines de diamant, d’entreprises de sécurité ou d’aviation, etc. Si l’on y ajoute que de hauts militaires (comme des civils) ont aussi détourné et revendu du combustible à l’Unita..., on peut comprendre que l’armée n’ait pas été « à la hauteur des espoirs » fin 1998. De même comprend-on mieux, étant donné la misère et le mécontentement croissants, qu’à la base aussi la réponse populaire à la conscription n’ait pas été « à la hauteur ». C’est, ainsi, au moment où les tares profondes du régime se retournaient en quelque sorte contre lui que les alliés et partenaires de l’Angola vont lui venir en aide, et renforcer son effort de guerre...

L’ampleur et le caractère systémique de la corruption au sommet du pouvoir sont si notoires que même les plus fervents soutiens du gouvernement, États et entreprises, reconnaissent en privé que la corruption atteint en Angola une ampleur « effrayante », qu’elle est co-responsable avec la guerre de la misère « atroce » des Angolais, qu’elle ôte toute efficacité significative aux réformes et qu’elle obère la « reconstruction »¹⁷. Mais ils se gardent de la prendre en compte dans leur analyse ou leur politique tant que le problème « de l’Unita et de la guerre » n’est pas résolu, disent-ils ; et ils évitent, serait-ce par hypothèse, d’établir un lien entre cette nature du régime et la guerre, entre elle et la possibilité de paix en Angola.

15. Voir les journaux privés *Agora*, *Folha 8*, *Comercio actualidade*, *Actual*, et les articles de Pedro Rosa Mendes dans *Público* à partir du 5 décembre 1999. Le dernier (21 août 2000) relate un cas très éclairant sur la « banalité de la prédation », à propos de l’escroquerie, portant sur 2,5 millions de dollars, faite par un pseudo « frère du Président » au détriment de l’Endiama (le frère était faux, mais la demande téléphonique de chèque a été satisfaite sans problème).

16. Alors que cet article est sous presse, la justice française vient de faire incarcérer l’homme d’affaires Pierre Falcone. Comme son partenaire Arcadi Gaydamak, Falcone a été mis en cause depuis longtemps (par *La Lettre du Continent*, le *Público*, l’organisation Global Witness, notamment) pour la nature de ses affaires avec la Présidence angolaise, et Gaydamak a intenté des procès à diverses publications. Voir *Le Parisien* du 4 décembre, et *Le Canard enchaîné* du 6 décembre 2000.

17. Ainsi Peter Hain dans le *Telegraph* (30 janv. 2000) ; mais aussi moult responsables américains (dont John Prendergast dans le texte cité), qui assurent tous (comme Witney Scheidman, 14 oct. 2000) qu’ils ont « bien fait comprendre au gouvernement angolais » que l’opacité des comptes ne pouvait durer.

Le pendant de cette corruption et de la munificence qui peut l'accompagner, est une misère populaire de plus en plus profonde et généralisée. Et qui, elle, n'arrête pas les « réformes » : au début de l'année 2000, une augmentation de 1 600 % du prix de l'essence a ainsi pu être décrétée du jour au lendemain. Même si le prix en était très bas, l'essence est devenue plus chère que dans des pays voisins plus pauvres ou non producteurs, et avec des conséquences graves non seulement pour les possesseurs de voiture individuelle, mais également pour la subsistance des pauvres, qui en ont besoin pour l'éclairage et la cuisine, sont contraints à utiliser les taxis privés pour aller travailler, et subissent, par un effet d'entraînement, la hausse de tous les autres produits. Bien que cette mesure ait pour la première fois entraîné une levée de boucliers, elle n'a pas été rapportée, les gens étant « simplement » contraints de « se débrouiller » plus difficilement, pour survivre plus mal. Comme le remarquait un économiste étranger, « soufflé » comme ses confrères par une mesure aussi violente, « finalement, ça peut marcher : les riches ont largement de quoi assumer cette augmentation, et les pauvres [plus de 60 %, rappelons-le, de la population] n'ont aucun moyen de se faire entendre »...

L'« *alegada sociedade civil* », de la soumission à la protestation

Cependant, la « prétendue société civile » s'est mise en mouvement, contre tout espoir si l'on considère l'immensité des entraves à sa constitution et à son action : outre les divisions historiques, pèsent le long affrontement de deux « pouvoirs uniques » armés ; l'exclusion des « Angolais non armés » de processus de paix pourtant censés être aussi des « transitions démocratiques ». Ces Angolais sont en effet sans recours face au pouvoir militaire de l'Unita, mais aussi, et en dépit de la démocratisation institutionnelle, face à un pouvoir gouvernemental qui s'est reconstitué, après un bref ébranlement en 1990-92, comme le pouvoir d'un parti, et de plus en plus d'un homme, à travers un très riche et puissant système de dépendance clientéliste à l'efficacité accrue par son caractère policier, l'absence de justice et par la guerre – ou, depuis l'accord de novembre 1994, par un état de « ni guerre ni paix » tout aussi favorable à l'impunité, avant... le retour à la guerre

C'est donc, dans une telle économie politique, en position de faiblesse et de vulnérabilité foncière à la cooptation que commence à émerger une société civile, malgré les divisions qui avaient jusqu'ici obéré sa capacité à faire front commun, l'absence de moyens affectant ceux qui ne se plient pas à la direction du « parti au pouvoir », le blocage et la désinformation des médias gouvernementaux. Pour ce faire elle doit aussi surmonter l'énorme pression exercée par un pouvoir ayant déclaré la guerre « légitime », et dénonçant comme des « traîtres » ceux qui, même s'ils sont opposés aussi à la guerre de l'Unita, ne s'alignent pas dans cette croisade ; elle doit dépasser la peur – qui ne règne pas seulement chez les indépendants et les opposants, mais aussi à l'intérieur du parti dominant, où elle est périodiquement réactivée à l'encontre de ceux qui pourraient s'opposer au président – ; et elle s'expose à la répression pour ses paroles et ses actes ; surtout dans les provinces où le regard international porte moins, et où les entraves à l'activité non contrôlée sont monnaie courante, comme

l'intimidation et la répression contre les syndicalistes, les critiques, les partis d'opposition non « raliés », les journalistes. Malgré l'impact négatif pour l'image « démocratique » du régime, cette répression s'exerce aussi à Luanda, au besoin par la mise en route de la machine judiciaire de l'« État de droit », même si le régime intervient aussi par des voies plus discrètes (rachat de journaux, intimidations...). De lourdes condamnations ont touché cette année des journalistes ayant porté atteinte à la réputation de l'entourage du Président ou « diffamé » celui-ci : la loi sur la diffamation interdit, quand il s'agit du chef de l'État, que l'accusé fasse la preuve de ses accusations..., et la dernière amnistie présidentielle – qui concerne en revanche, parmi beaucoup d'autres, les crimes de guerre – ne bénéficie pas en revanche aux crimes de diffamation.

Cette mobilisation est passée par de multiples voies et étapes : alors que des journalistes commençaient à prendre le risque de ne plus respecter la « ligne rouge tacite » de la liberté que le régime, très soucieux pourtant de se présenter comme respectueux des libertés, faisait jusqu'alors régner, au besoin violemment, de premiers appels pour la paix ont été signés en leur nom par des cadres, techniciens, universitaires, religieux vivant en Angola. Des manifestations (très peu nombreuses, mais qui sont les premières depuis plus de 20 ans) ont eu lieu contre des mesures iniques ou pour la paix, tandis que les évêques catholiques prenaient des positions de plus en plus critiques dans leurs lettres pastorales (dénonçant l'« infamie » des profiteurs de la guerre ; s'opposant même frontalement, en mars 2000, à la thèse de la « guerre juste » du gouvernement, en qualifiant cette guerre de « criminelle » et en en parlant comme d'un « génocide [mené des deux côtés] contre le peuple angolais »)¹⁸. Alors que l'Église catholique n'avait mis en place d'abord que de façon symbolique un « mouvement *pro pace* », la convergence des volontés d'action a permis (pour la première fois dans l'histoire religieuse de l'Angola, marquée par de très grandes divisions¹⁹) que se forme début 2000 un « Comité inter-ecclésial pour la paix » où sont présents outre l'Église catholique les principaux regroupements d'Églises protestantes, et qui, s'étant engagé lui-même dans des actions de sensibilisation, mais aussi de protestation, vient donner un élan (et une relative protection) à un ensemble d'initiatives critiques et autonomes par rapport aux deux camps de la guerre, inconnu jusqu'à aujourd'hui en Angola.

Face à ce mouvement, le gouvernement a engagé sa double politique et le double discours habituels depuis l'ère du multipartisme : essayer de le coopter et de le neutraliser, notamment en affirmant que le gouvernement « poursuit le même objectif [la paix] avec des moyens différents » ; et simultanément l'attaquer durement en l'accusant d'« anti-patriotisme » et en essayant de le discréditer et de le diviser. L'importance de ses moyens de pression et de répression, les faiblesses inhérentes aux mouvements sociaux et civiques dans un système clientéliste et répressif, l'inertie de la communauté internationale font que cette société civile n'est pas encore à même de peser sur la question de la paix qui est son premier objectif. Mais qu'aujourd'hui en Angola, malgré tous les obstacles, et notamment malgré

18. On trouvera les textes des lettres pastorales sur le site de la radio Ecclesia. Pour les positions protestantes, voir aussi celui du CICA (Conselho das igrejas cristas de Angola).

19. Cf. B. SCHUBERT, *A guerra e as Igrejas, Angola 1961-1991*, Bâle (Suisse), Schlettwein Publishing, 2000.

son opposition majoritairement déclarée à Jonas Savimbi, un tel mouvement ait pu se constituer est indubitablement le signe que le refus de la guerre et le ressentiment à l'égard du pouvoir sont à la fois très répandus et très profonds. L'on comprend alors mieux l'expression utilisée par un haut responsable de la police dans son exhortation aux populations, quand il leur demandait d'« orienter, concentrer toute la haine sur l'Unita belliciste ».

La « communauté internationale » : aléas d'un processus de paix dans « l'endroit le plus excitant au monde »

On pourrait penser que, constatant les dégâts « non circonscrits » de la guerre, entendant les alertes renouvelées des spécialistes militaires, des organisations humanitaires, de ses propres envoyés²⁰, la communauté internationale prendrait en considération l'existence de ce mouvement et ses positions (qui sont aussi celles de chefs d'État pourtant amis de l'Angola comme Thabo Mbeki et Joaquim Chissano), puisque la ligne de principe constante des démocraties qui dominent cette communauté internationale est de soutenir la « société civile », les solutions politiques et la paix. Or il n'en est rien : la communauté internationale réaffirme bien la nécessité de la paix, note avec préoccupation que les droits de l'homme élémentaires sont violés par les deux camps, paie un hommage verbal au mouvement civil et à son courage..., mais sans prendre aucune mesure qui puisse faire avancer ses objectifs, au contraire.

Avec l'accord de Lusaka, l'Onu a en effet choisi encore d'exclure du processus tous autres Angolais que les deux camps de guerre, et a laissé ceux-ci violer à leur tour et selon leurs intérêts leurs obligations. Comme le décrit très justement le livre de *Human Rights Watch*²¹, la véritable et grave responsabilité de la communauté internationale dans le « dérapage » du processus de paix réside dans l'impunité accordée aux deux parties, tant dans leurs violations du protocole que dans celles des droits des Angolais. Au terme de ses démissions et d'une politique illusionniste, alors que se met en place sous ses yeux la spirale de militarisation, la communauté internationale, impuissante, sera amenée à réitérer la « responsabilité principale » de l'Unita, puisque celle-ci n'a pas désarmé, et à voter contre elle de nouvelles sanctions. Et l'effet principal de ces sanctions et de cette réitération sera dans ces conditions seulement d'apporter un surcroît de légitimité au gouvernement.

Depuis que ce dernier a décidé « d'en finir », la communauté internationale officielle n'a certes pas pu souscrire à sa guerre, même proclamée « juste » et « pour la paix ». Mais elle a rapidement abandonné ses efforts pour rétablir un processus de paix dont elle est pourtant garante et elle se cantonne à l'assistance humanitaire, sans même le faire dans le respect de ses principes.

20. ... exprimant encore en octobre dernier par la voix du secrétaire général de l'Onu de graves préoccupations sur « une nouvelle phase d'impasse politique et militaire » (Rapport de Kofi Annan au Conseil de sécurité de l'Onu le 12 octobre 2000).

21. Cf. HRW, *Angola Unravels : The Rise And Fall Of The Lusaka Peace Process*, New York, HRW, 1999 ; et, sur « l'impasse structurelle » et la dynamique des accords de Lusaka, R. MARCHAL & C. MESSIANT, *op. cit.*

L'attitude que prend alors l'Onu ne peut être expliquée seulement par des considérations de légalité et de légitimité. Elle l'est plutôt, à partir des élections de 1992, par la « conjonction heureuse » pour le pouvoir angolais d'une légitimité internationale inédite et de l'intérêt de son pétrole et, avec la « libéralisation », des affaires possibles malgré le déchaînement de la guerre, et même en partie à la faveur de celle-ci. L'Angola est devenu en effet pour les pétroliers « l'un des trois endroits les plus excitants au monde »²² : son pétrole est d'une qualité très rentable ; les réserves sont régulièrement réestimées à la hausse ; l'Angola, non-membre de l'OPEP, est d'accord (jusqu'ici) pour augmenter sa production, étant donné ses « besoins » de devises et d'armes. Le pétrole angolais est, de plus, à l'abri de la guerre, de plus en plus en eau très profonde où se concentrent les nouvelles découvertes. Quelle que puisse être la violence de la guerre, le « risqué pays » est là minimum : quelque 18 milliards d'investissements seraient prévus pour les quatre prochaines années.

Offshore géographiquement, le pétrole l'a toujours été aussi économiquement : il n'a jamais fonctionné selon les règles de l'« économie socialiste », et même en pleine guerre froide, les États-Unis en étaient les principaux clients à côté de compagnies françaises (Elf surtout), belges, italiennes, etc. Au fil des années et des perspectives radieuses, toutes les grandes compagnies pétrolières du monde, et de moins grandes²³, et derrière elles leurs gouvernements, vont faire assaut de propositions, et de rivalités, auprès du gouvernement. Pour les États-Unis, le pétrole angolais, loin des incertitudes moyen-orientales, représente déjà 7 % de leur approvisionnement et ils comptent arriver à 12, voire 15 %, dans les prochaines années. Aussi se sont-ils engagés dans une politique très résolue pour faire de l'Angola un « partenaire stratégique ». Mais l'ambition d'être un partenaire stratégique pour l'Angola est partagée par tous ceux qui s'intéressent au pétrole, et secondairement aux diamants ou aux autres affaires, elles aussi « excitantes » – des importations qu'il est possible de faire même pendant la guerre.

Or il se trouve que « politiquement » aussi, l'exploitation du pétrole est *offshore* en Angola, en ce sens qu'elle dépend directement de la présidence et que ses comptes ne sont soumis à aucun véritable contrôle, gouvernemental ou autre. Grâce à son verrouillage de la rente pétrolière, à l'opacité du secteur économique public, à l'absence de transparence sur les privatisations et, plus généralement, sur l'activité – et la criminalité – économiques, la présidence a pu s'assurer, assurer à ses fidèles et au « parti au pouvoir », des entreprises, des parts de capital, des partenariats, maîtrisant la distribution « nationale » des richesses. Pour « traiter avec l'Angola » et enlever des marchés convoités, assurer la sécurité de leurs investissements et de leurs profits dans un environnement réglementaire peu stable, les sociétés et les pays étrangers vont donc entrer en partenariat privilégié avec « le gouvernement » et plus particulièrement la présidence, renforçant ainsi son pouvoir spécifique, tant économique que politique. Elles vont même renforcer le crédit « moral » du Président puisque toutes

22. Cf. Pierre Tierzan, analyste pétrolier ; ou aussi « *There is absolutely nowhere like Angola at the moment* », a *European oil analyst commented recently*. « *Everyone wants a slice of the action* » (selon Nicholas Shaxson, 31 mars 1999).

23. Et même d'autres sociétés, sans compétence pétrolière connue mais apparues depuis 1993 par le biais du commerce d'armements (cf. le rapport de Global Witness cité).

les grandes compagnies opérant en Angola financent la Fondation Eduardo dos Santos (FESA) qui peut ainsi mener des activités hautement louées de bienfaisance envers un peuple abandonné par le gouvernement... dont celui-ci est le chef. Nombre de pays et entreprises étrangères sont ainsi engagés très « personnellement » en Angola. Si bien que « l'excitation » universelle produite par l'or noir angolais sur les pétroliers va se traduire par ce qu'il faut bien nommer une promiscuité de nombre de dirigeants politiques étrangers avec le « parti au pouvoir », et tout particulièrement avec le Président.

Cette promiscuité et ces intérêts économiques et stratégiques pèsent énormément sur le « processus de paix ». La communauté internationale ne va pas seulement « baisser les bras » devant « la reprise » de la guerre, mais céder sur un ensemble de positions conformes à ses principes et son mandat. Dès septembre 1998, l'Onu accepte le fait accompli créé par le gouvernement avec la rupture annoncée de tout contact avec « l'Unita belliciste », ce qui équivaut malgré les mots à une sortie du protocole de Lusaka, et abandonne rapidement son rôle de médiation avec « l'autre partie ». Plus grave pour les populations, l'Onu et ses organisations vont, après des velléités à l'été 1999, abandonner tout effort pour assister celles sous contrôle de l'Unita. Aujourd'hui encore, les organisations humanitaires ont simplement abandonné l'aide à la population de l'Unita dont la situation est de plus en plus intolérable : l'aide internationale²⁴ ne va que là où le gouvernement l'autorise. Et de même que la communauté internationale s'attache à dire que la situation « s'est améliorée » (en prenant comme point de départ le moment de plus grande puissance militaire de l'Unita, mais pas un avant-guerre qui semblerait n'avoir pas existé), c'est sans insister sur le fait que la réinstallation des « déplacés » à laquelle elle pousse et qu'elle finance ne se fait pas, malgré les « progrès » de la « normalisation », dans leur région d'origine. Et c'est en gommant toute référence claire à une mission d'évaluation d'avril 2000 ayant conclu que le gouvernement avait parfois réinstallé les déplacés dans des conditions inhumaines, dans des lieux sans le minimum de sécurité, qu'elle peut louer « le progrès » très notable qu'a constitué (sous son intense pression) l'abandon de cette politique, comme elle félicite le gouvernement pour son « plus grand engagement » financier en faveur des victimes (engagement tout nouveau et « accordé » lui aussi sous extrême insistance internationale)²⁵.

À cette démission humanitaire s'ajoute une démission politique : depuis le début de la guerre en effet, l'action pour la paix de l'Onu s'est résumée à celle du Comité des sanctions visant (enfin) à renforcer l'efficacité de celles votées contre l'Unita. Cette action a le mérite d'avoir ébranlé l'industrie du diamant et mis en route des accords pour empêcher la commercialisation des « diamants de sang ». Elle fait même espérer que des sanctions soient

24. Une aide dont les États-Unis sont – inhabituellement – le premier donateur à l'Angola, devant l'Union européenne, et qui représente au total, « bon an mal an », quelque 150 millions de dollars.

25. Voir UN OFFICE FOR THE COORDINATION OF HUMANITARIAN AFFAIRS, *Angola : Report on Rapid Assessment of Critical Needs*, New York, avril 2000. On peut avoir une idée des efforts linguistiques déployés par l'Onu pour éviter les affirmations directement fausses tout en dissimulant ou minimisant la réalité et en trouvant les éloges à faire au gouvernement dans l'appel consolidé pour 2001 publié le 9 novembre 2000. Mais on ne peut « reconstituer » cette réalité que par la mise en regard des informations contenues dans les rapports, pas tous publiés, de toutes les organisations internationales, humanitaires, des Églises, etc.

prises à l'égard d'États complices de ces violations, ce qui constituerait un progrès insigne pour l'Onu. Mais cette action n'est accompagnée d'aucune autre, et son seul effet, dès lors, est d'affaiblir l'Unita, comme si celle-ci était le seul acteur de la guerre. En revanche, elle ne se préoccupe pas de l'effort de guerre du gouvernement, de son refus de toute négociation... Dans ces conditions l'action du Comité constitue surtout une aide au gouvernement, qui peut s'appuyer sur elle pour à la fois légitimer et mener sa guerre.

Le seul autre « succès » de l'Onu, après plus d'un an d'après discussions avec le gouvernement, est son retour dans le pays sous la forme de L'Onua. Tout à fait insignifiant en regard des nécessités de la paix, on voit mal comment il pourrait « préparer l'avenir » : la mission compte trente personnes, ce qui suffirait à signifier la dérision de sa présence, si son mandat ne renforçait celle-ci : elle n'a plus aucune fonction de médiation, et pas d'autre interlocuteur que le gouvernement, dont elle doit « renforcer la capacité institutionnelle » notamment en matière de droits de l'homme et d'aide humanitaire. Dans la mesure où elle ne se mêle pas de « processus de paix » tout en lui permettant d'« émettre de bons signaux » vis-à-vis de la communauté internationale, le gouvernement a finalement jugé bon d'accepter ce « bureau », mais il entend qu'il s'en tienne strictement à son mandat.

Autre illustration de la tolérance particulière de la communauté internationale envers l'Angola : les conditions de l'accord indicatif avec le FMI, finalement signé début 2000. Les exigences de transparence sur les comptes passés ont été abandonnées, enterrant donc l'espoir que l'ampleur de la prédation soit révélée et comptabilisée. Et le contrat récemment passé avec une firme anglaise pour « diagnostiquer » son pétrole laisse les mains libres au gouvernement pour ne pas permettre l'élaboration de comptes exhaustifs, et ne prévoit de toute façon pas qu'ils soient rendus publics.

La même tolérance préside à l'attitude de la communauté internationale par rapport au rôle militaire de l'Angola dans la région. Malgré les accords de paix, la coopération militaire n'attend pas plus que la concurrence pétrolière, et les interventions extérieures de l'Angola n'ont rencontré que de très faibles protestations, quand elles n'ont pas été louées. La puissance qu'a pu manifester hors de ses frontières l'armée angolaise vient donner à son tour plus de poids politique et diplomatique à l'Angola, engagé désormais dans une politique régionale de grande puissance. Cela accroît encore l'intérêt des puissances non africaines à un renforcement de leur coopération militaire avec ce pays, de même que leur « compréhension » pour sa politique « intérieure ». Aussi n'est-il pas étonnant que petits et grands pays aient, début 1999, répondu à l'appel pressant du gouvernement pour lui permettre de surmonter l'échec de ses premières offensives contre l'Unita.

En général, les pays de la communauté internationale « préféreraient » pourtant plus de « *good governance* », et même une solution négociée au conflit, seule à même de permettre la pacification durable du pays et de la région et l'accès à d'autres marchés et ressources que le pétrole. Mais, même silencieux, le soutien apporté à la guerre du gouvernement exige un minimum de légitimation, qui s'exprime en effet dans des positions plus compréhensives sur « l'effort de paix [entendez : de guerre] du gouvernement ». Dans ces conditions, le plus remarquable est que la communauté internationale « officielle », et officiellement les « grandes démocraties », ne

soient pas allées plus loin dans leur soutien, qu'elles ne disent toujours pas que l'Unita est l'unique responsable de la guerre, qu'elle ne reconnaissent pas l'Unita Rénovée, qu'elles n'aient pas déclaré Savimbi « criminel de guerre ». C'est que la communauté internationale ne peut reprendre à son compte la thèse de la « guerre juste ». Mais elle maintient sa quasi non-ingérence dans les affaires du « gouvernement légal », sinon pour quelques critiques de certaines violations visibles des droits, et quelques gestes symboliques pour louer la naissance du mouvement pour la paix. Même si elle est un peu moins discrète, au fil des dommages de guerre, à rappeler qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit, elle n'a rien fait de significatif pour permettre à ce mouvement civil de s'affirmer de façon autonome, ni envisagé, comme c'est à l'évidence nécessaire, d'autres types de solution politique et de négociations que ceux jusqu'ici mis en œuvre.

Tout ce temps passé à « accompagner » le gouvernement légitime dans ses « efforts de paix » n'est évidemment pas un temps vide. Il est, jour après jour, plein de mort et de souffrance, mais il est, de plus, lourd pour l'avenir de radicalisation : du côté de l'Unita bien sûr, dès lors que sont neutralisés ceux qui ne se reconnaissent ni dans la guerre et la direction despotique de Savimbi, ni dans une Unita renouée sans crédibilité. Mais aussi de celui d'un pouvoir qui a pu bénéficier de cette nouvelle guerre pour se renforcer contre ses critiques internes : il a pu resserrer les rangs, accroître son pouvoir économique, renforcer sa domination sur l'État et la société, et assécher plus encore le champ politique. Tout le temps « laissé » par la communauté internationale au gouvernement, les concessions faites pour ensuite le « convaincre » de négocier tout en lui donnant les moyens de ne pas le faire, la place qu'il a pu prendre dans la région, ont sans doute affaibli la capacité militaire de l'Unita, mais certainement pas sa volonté guerrière, tandis que du côté du gouvernement la volonté d'« annihilation » se maintient, et l'État de droit recouvre un pouvoir arbitraire à même de neutraliser les forces insatisfaites de cette dérive. La dynamique enclenchée par le soutien à un gouvernement légitime est celle du renforcement de deux camps de guerre, avec, même en cas de victoire, un risque de remilitarisation à l'infini.

Alors que les « risques de la paix » pour le gouvernement ne sont pas mineurs, étant donné la décomposition et le mécontentement social, la communauté internationale pourrait accepter la « solution » du gouvernement : le maintien d'une « petite guerre sous contrôle, ne menaçant pas le pouvoir, et circonscrite dans certaines zones ». Elle laisse pour le moins le Président angolais maître du jeu : celui-ci a annoncé, il y a un an déjà, qu'il envisageait des élections pour 2001, et il vient de faire voter par l'Assemblée nationale une amnistie. La communauté internationale a chaudement salué l'une puis l'autre initiative comme des pas importants vers la paix. La dernière n'apporte pourtant rien aux « efforts de paix » (sinon qu'elle semble abandonner la « criminalisation » de Savimbi) : elle est la énième amnistie décrétée par le gouvernement, et comme les précédentes, elle n'est en aucun cas un acte d'ouverture politique. Quant aux élections, elles sont tout à fait indispensables, plus de huit ans après les premières, inachevées et seules tenues. Mais cette « annonce » est un exemple du double jeu et du double langage pratiqués par le gouvernement, pour engranger des bénéfices sans prendre de risques : elle est en effet, d'abord, une « preuve » que la guerre est presque finie, que

« l'avenir commence maintenant ». Elle est également la preuve que le pouvoir est démocratique, prêt à se soumettre au verdict des urnes. Certes, ce discours a été proféré, début 2000, alors qu'à l'évidence aucune condition n'existe pour tenir des élections crédibles. Mais peu importe, l'intention compte, d'autant que l'approbation de la communauté internationale n'en est pas le seul profit : l'annonce d'élections vient en effet opportunément « faire passer » comme provisoire, et même comme positive, une nouvelle prolongation du mandat du Parlement, qui s'était déjà prorogé en 1996, et dont la légitimité démocratique commence à dater. Et cette annonce toute bénéfique est en outre sans engagement aucun : si le gouvernement n'estime pas opportun d'organiser des élections, il lui sera toujours loisible de déclarer que « les conditions n'existent pas » pour tenir le scrutin démocratique qu'il entend assurer. Près d'un an plus tard, le gouvernement vient d'ailleurs de faire savoir que les élections ne seront évidemment tenues que quand les conditions existeront et qu'il est impossible en l'état de fixer une échéance pour leur réalisation. Des voix toutes aussi autorisées les unes que les autres affirment même qu'il y faut comme condition une paix effective, tout en affirmant par ailleurs qu'elles constitueront « la solution la plus démocratique au conflit ». Cela a un air de cercle vicieux, et il ne semble pas pour le moins que la communauté internationale a encore convaincu le gouvernement de la nécessité du dialogue pour mettre fin à la guerre. Dans ces conditions, pour les Angolais, « le ciel peut attendre »²⁶.

Décembre 2000

Christine MESSIANT

Centre d'études africaines de l'École des hautes études
en Sciences sociales

26. *Note de la rédaction* : courant janvier, la date possible des élections a été reportée au deuxième trimestre 2002.